

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

mercredi
8 octobre
1975
1,50 F

N° 8
B.P. 225 75 924 PARIS CEDEX 19

Directeur de publication :
Y. CHEVET

distribué par les N.M.P.P.
imp. Roto Nation

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

CEYRAC CHEZ CHIRAC "on ne peut pas tout faire ni pour tout le monde"



Après Séguéy et Maire, c'était hier au tour de Ceyrac, président du CNPF d'aller discuter à Matignon avec Chirac. Il s'agit pour le gouvernement de « consulter les partenaires sociaux au sujet de l'abaissement de l'âge de la retraite et de la réduction du temps de travail ».

Voilà des questions qui font effectivement, et depuis longtemps, partie de nos revendications. Même si aujourd'hui, dans les dizaines de luttes qui se déroulent, c'est avant tout contre les licenciements, contre le chômage sous toutes ses formes, que nous nous battons par milliers. Mais de quoi discutent-ils ?

Ceyrac nous l'expliquait à la télévision, hier midi : « Il faut sortir du cadre de la semaine et envisager les horaires de travail dans le cadre d'une année ». C'est le projet du travail à la carte : au travailleur de déterminer son nombre d'heures de travail pour l'année. Mais de quoi s'agit-il, sinon de généraliser le chômage partiel ? A qui fera-t-on croire que sous le capitalisme le travailleur est libre de vendre sa force de travail ? Nos camarades de Rhodia Belle-Etoile, de Péchiney-Ugine-Kuhlman, Naphta-Chimie... ont-ils choisi de travailler 36 voire 32 h par semaine ?

L'abaissement de l'âge de la retraite ? « C'est un objectif prioritaire » affirme Ceyrac. Mais dé-

jà se pose la question du financement de cette mesure et on nous fait comprendre que cela ne pourra se faire qu'au détriment d'autres « réformes » : « Toutes les priorités ne pouvant plus se superposer » (Ceyrac). Et d'ajouter : « On ne peut pas tout faire, ni pour tout le monde ». Pour « tout le monde » ? On concède en effet que le système de la retraite à la carte favoriserait « les salariés déjà privilégiés ».

Quant à dire comme le font les confédérations syndicales que l'abaissement de l'âge de la retraite réduirait le chômage, la bourgeoisie elle-même en doute fort : « Il est probable que bon nombre de postes rendus ainsi vacants seraient au contraire purement et simplement supprimés » (Le Figaro).

Non, nous n'avons rien à attendre de ces discussions. Pourtant, si Séguéy et Maire sont sortis, avant-hier, « insatisfaits », « mécontents », de ces mêmes discussions avec Chirac, ce n'est nullement parce que le travail à la carte ou l'abaissement de l'âge de la retraite, sont des moyens pour le patronat de généraliser le chômage partiel et les mises à la retraite anticipées, le tout avec des pertes de salaires énormes. Non, les récriminations de maire et de Séguéy portent sur le fait que « la réunion était bi-partite », et non « tri-partite ». (gouvernement-syndi-

cats-patronat). La différence est d'importance ! Comme si Chirac n'était pas capable à lui tout seul de défendre les intérêts des patrons !

Le deuxième reproche de ces gens qui ont accaparé la direction de nos syndicats, concerne la lenteur des discussions en cours : « Une procédure à n'en plus finir » (Edmond Maire). « Le gouvernement essaie de gagner du temps... ». Mais gagner du temps pour quoi ? Il n'attend qu'une chose : que vous approuviez ses projets ! C'est clair. Sur le fond, pas de désaccord, juste quelques critiques de procédure...

Voilà bien le sens de ces discussions. A deux ou à trois, peu importe, on est d'accord sur l'essentiel, on est d'accord pour essayer de « trouver des solutions », pour « résoudre la crise », entendez résoudre la crise du capitalisme. Nulle remise en cause de la logique du capitalisme, de ce capitalisme qui licencie et qui nous appauvrit chaque jour davantage. Non les révisionnistes et les réformistes, qui aujourd'hui encore sont à la tête de nos syndicats sont prêts à discuter, faisant fi de nos revendications, ils sont prêts à collaborer avec ceux qui nous exploitent. Car c'est bien de cela qu'il s'agit : de la collaboration de classes.

Pierre MOREL

affaire claustre ABELIN AU PIED DU MUR

Le gouvernement français a fait appel à la Croix Rouge pour obtenir la libération de Madame Claustre à la suite de l'exigence d'Habré de recevoir des armes en échange. La Croix Rouge a répondu, mais elle ne « travaille que dans la légalité », c'est à dire avec le gouvernement du Tchad, et dans les cas de prise d'otages elle ne s'en occupe « qu'avec l'accord de toutes les parties ». C'est l'impasse totale pour le gouvernement français, après une série de manœuvres et de demi-mensonges.

INDIGNATION HYPOCRITE

« Hissene Habré a déclaré qu'il ne libérerait madame Claustre qu'après que lui auront été livrées des armes de guerre » communiquait hier le gouvernement français, visant à soulever l'indignation contre ces « nouvelles exigences ».

« Le gouvernement français condamne cette exigence alors que le négociateur avait indiqué, et que le représentant de la France à l'ONU avait déclaré qu'il ne saurait envisager de livrer de telles armes » déclare le porte parole du gouvernement. Autrement dit il n'y avait eu aucun accord sur cette question, simplement une prise de position du gouvernement français. « Habré a toujours demandé des armes, le gouvernement français a toujours refusé d'en livrer » a déclaré Abelin ! Où est donc « l'accord » que le gouvernement prétendait conclure ?

suite page 8

les troupes françaises
en action au tchad



PORTUGAL

face à
l'offensive
reactionnaire

REPORTAGE DE JEAN LERMET

p3

**A CAEN,
PLUSIEURS MERES DE FAMILLES SE REUNISSENT
POUR APPORTER LEUR CONTRIBUTION
AU QUOTIDIEN DU PEUPLE**

Dans le quartier d'Hérouville dans la banlieue de Caen s'est tenue une réunion avec plusieurs mères de famille pour faire un article pour le journal. Parmi elles une camarade mère de 5 enfants dont le mari travaille à la Saviem. Tout de suite nous avons discuté de la rentrée scolaire. La rentrée cette année, c'est encore plus dur que les autres années : il y a eu le chômage (par exemple à la Saviem 4 jours par mois) et la hausse incessante des prix.

— SIMONE : La rentrée, c'est au minimum 500 F par enfant... Pour un enfant en maternelle 275 F. Et encore, je n'ai acheté que le strict minimum.

directeur n'était pas d'accord sous prétexte que je ne travaillais pas.

— SUZANNE : (5 enfants en primaire, son mari est en accident du travail depuis avril) : s'il part en classe de neige, mon fils, ça me coûtera au minimum 300 F bien que l'école en paie une partie...

— SIMONE : La rentrée il faut la prévoir longtemps à l'avance. Je garde des enfants. Je fais des heures de ménage et de repassage, mais je fais quand même la cavalcade avec les chèques. Le 20 je tire des chèques. J'usqu'ici je n'ai pas eu d'enfants...

— RAYMONDE : Mon mari travaille de nuit, moi je suis au chômage. Nous n'avons pas remplacé la voiture. J'essaie d'économiser mois par mois, et je fais de la couture.

— CLAUDINE : Et puis il y a le problème des débouchés. Combien de gosses trouvent du travail en sortant de l'école ? Mon fils vient de sortir du CET, il est au chômage. Ma fille aussi.

— SIMONE : Ce n'est pas l'aumône de Giscard que nous voulons. Moi je veux pouvoir vivre correctement, avoir un salaire décent, élever mes enfants décemment. Le baratin ne prend plus. Le système où on vit est dégoûtant.

Correspondant.

— RAYMONDE : J'avais acheté des fournitures avant la rentrée parce que c'était moins cher... Ce que j'avais acheté ne convenait pas...

— SUZANNE : Au CES où est ma grande fille on exige le matériel sinon on consigne les enfants ! Et il n'y a pas que la rentrée à payer c'est toute l'année que ce sera : l'assurance 15 F, la coopérative, la cantine, l'étude... (20 F par mois)

— SIMONE : Le soir, je laisse mon fils à l'étude : bien sûr je n'y suis pas obligée, mais je veux qu'il soit au calme, à la maison il y a trop de bruit. L'année dernière le

RASSEMBLONS LES 50 MILLIONS

Rassembler les 50 millions, c'est la condition pour avoir un journal, toujours plus vivant, plus « quotidien », davantage au cœur des luttes populaires, à l'abri des pressions, du chantage et des mauvais coups de la bourgeoisie.

Rassembler les 50 millions, c'est possible, quand on voit l'intérêt que commence à susciter le journal parmi de larges couches du peuple. C'est possible si nous savons mobiliser autour de nous les lecteurs que nous connaissons : pas de discussions, pas de réunions autour du journal qui ne pose en même temps le problème du soutien financier, qui ne soit l'occasion de lancer largement la campagne pour les 50 millions ! Le Quotidien doit chaque jour rendre compte de l'avancée de cette campagne. Pour les 50 millions faisons masse autour du QUOTIDIEN, QUOTIDIEN DU PEUPLE !

JE SOUSCRIS

- 10 F
- 50 F
- 100 F
- F

Nom
Profession.....
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

NOTRE CAMARADE JEAN-PHILIPPE BRESSAND EST MORT

Notre camarade Jean-Philippe BRESSAND, surnommé « Juan », militant révolutionnaire, est mort dans la nuit de samedi à dimanche. Il a trouvé la mort accidentellement.

Son premier contact avec les forces marxistes-léninistes remonte à 1968, alors qu'il était lycéen à Roanne. Venu à Lyon en 69, il entreprend de multiples activités. Il milite activement sur le front ouvrier, à l'usine Berliet, et plus tard, chez les jeunes des CET. Sa grande volonté d'en finir avec la société capitaliste, son enthousiasme et son dynamisme, amenèrent un grand nombre de travailleurs à se rapprocher de l'avant-garde marxiste-léniniste.

En 73, il part à l'armée. Ses liens avec le Parti se relâcheront un peu. Mais, dès son retour de l'armée, alors qu'il travaille aux sapeurs-pompiers, il reprend contact avec le Parti. Le travail engagé par le P.C.R. (m-l), la parution du Quotidien du Peuple lui avaient redonné confiance.

La Fédération Rhône-Loire du P.C.R.(m-l) appelle tous ceux qui ont connu Jean-Philippe à assister aux obsèques de notre camarade qui a contribué activement au développement des forces marxistes-léninistes sur la région de Lyon.

la vie du journal

dans le courrier

Un employé des Galeries Lafayette-Paris

« ...Grâce au QUOTIDIEN DU PEUPLE je suis maintenant en présence d'un journal, qui pour moi va être une arme efficace. Pour premier exemple, travaillant aux G.L. de Paris, j'ai pu trouver avec joie, un article sur nos camarades de LYON. ... Je l'ai mis, en accord avec quelques camarades de ma section CFDT, sur les panneaux syndicaux... Ceux du P.C.F ont gueulé mais n'ont pas osé le retirer. Pour faire connaître encore plus le Quotidien j'aimerais avoir des auto-collants et des petites affiches s'il y en a.

Je propose aussi que tous les lecteurs qui travaillent dans le commerce et en particulier dans les grands magasins de Paris se réunissent, quant à la situation dans le commerce et aux menaces de licenciements... Sinon, camarades, continuez, nous sommes en possession d'une arme qui ne peut que nous faire avancer plus vite dans la lutte de classes et vers le socialisme. »

J.L. Clichy s/Bois

Ta lettre montre la force que nous pouvons acquérir si chaque lecteur isolé devient un tel propagandiste du QUOTIDIEN DU PEUPLE... Elle sera précieuse aux camarades à Lyon, qui n'ont pas abandonné la lutte. Ta proposition est aussi très intéressante. Nous allons te contacter. Le QUOTIDIEN DU PEUPLE doit être un lieu de rencontre et de débats pour tous les travailleurs en lutte et qui aspirent à

lutter contre l'offensive sans précédent que lance contre nous la bourgeoisie. Tiens nous au courant des discussions, des débats que suscitera autour de toi, dans ta section syndicale le Quotidien.

Un lecteur de Dijon

« ... Il faut mettre en avant la réussite : tel kiosque à 10 H a vendu les 6 Quotidiens qu'il reçoit et on lui en demande dans la journée. Un autre sur 7 reçus en avait 1 seulement à 10 H 30... Il faut accroître largement notre publicité car le Quotidien du Peuple correspond à la situation. Il est déjà, malgré ses faiblesses de jeunesse, le journal de la crise politique... »

Un lecteur de Nancy

« ...L'aspect de la classe ouvrière, du peuple qui prend la parole dans le Quotidien, n'est encore pas assez apparu... Dans le Quotidien du Peuple ne pourrait-il être engagé un débat sur le problème des minorités nationales ? A savoir : le problème des minorités se pose-t-il de la même manière que l'ensemble du problème français ? Nous soutenons les basques, mais comment ? Fraction du peuple espagnol en lutte contre le franquisme ? Droit au séparatisme ? (pour les Basques d'Euzkadi qui se trouvent aussi en France). Il y a aussi le problème breton, occitan (la moitié de la France !...).

Ce sera l'objet d'un des prochains carrefours que nous allons ouvrir dans le journal.

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos correspondances, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au 208 65 61 PARIS de 8 h 30 à 14 h

Un OS de la ROCHE-S/YON

« Je suis tombé accidentellement sur le QUOTIDIEN DU PEUPLE... qui j'espère me donnera et donnera à tout révolutionnaire entière satisfaction.

Je suis de ceux qu'on peut appeler « un vieux révolutionnaire ». J'ai été de trop nombreuses fois déçu, atrocement déçu.

Je m'engage à m'abonner pour un mois au journal. Si je suis relativement satisfait, je reprends un second abonnement. Rien n'est parfait, tout est parfait. Je suis un éternel insatisfait, mais un combattant, un optimiste. Ci joint un chèque de 30 F. J'aime ceux qui se battent. Courage camarades.

Vous pouvez compter sur moi en ce qui concerne les nouvelles du secteur. Je n'hésiterai pas à vous tenir au courant des éventuels événements dans le secteur. »

R.C.

Nous avons déjà plusieurs lettres de lecteurs vétérans révolutionnaires, parlant des déceptions anciennes, mais exprimant aussi l'espoir que le QUOTIDIEN DU PEUPLE sera une réussite. Pour nous c'est un grand encouragement à nous battre sans faiblesse pour améliorer le journal.

abonnez vous

- 250 F 1 AN
- 150 F 6 MOIS
- 80 F 3 MOIS
- 30 F 1 MOIS

Nom
Profession.....
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Gagnons la bataille de la diffusion

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple - service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie
(nom précis de la librairie)
au kiosque
de Monsieur rue n° ville.....

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien
Veuillez donc en mettre en dépôt (nombre)

UNE LETTRE DE NOISY LE SEC

Des jeunes communistes marxistes-léninistes du cercle Nguyen Van Troi de NOISY-LE-SEC nous ont écrit une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

Chers camarades du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste),

Chers camarades du « Quotidien du Peuple », Veuillez trouver ci-joint notre modeste participation à la souscription en faveur de votre quotidien, soit la somme de 10 francs.

Après la parution en quotidien de l'Humanité rouge, nous nous réjouissons du lancement du journal marxiste-léniniste « Le Quotidien du Peuple ».

Cependant, chers camarades, nous avons quelques critiques à vous adresser :

1°) Nous trouvons que votre quotidien est curieusement baptisé journal communiste révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau. Pourquoi pas, par exemple, journal communiste révolutionnaire pour la construction... du Parti communiste marxiste-léniniste unique ?

De plus, rien dans l'entête n'indique que « Le Quotidien du Peuple » est un journal qui se réclame du marxisme-léninisme et de la pensée Mao-tse-toung.

2°) Nous attendions mieux du premier numéro dont le contenu de l'éditorial nous est apparu comme assez faible politiquement pour un exemplaire de lancement. En effet, vous affirmez : « Nous voulons un journal qui combatte le pessimisme et le défaitisme sans cesse diffusés par le P.C.F, plus loin, vous parlez de « manœuvres du P.C.F ». nous pensons que ces termes - pessimisme, défaitisme et manœuvres - ne sont pas assez vigoureux pour qualifier la nature du

révisionisme moderne, traître au prolétariat et au marxisme-léninisme. Et il n'y a rien qui concerne la lutte contre les deux super-puissances impérialistes... »

Chers camarades, nous vous remercions pour l'intérêt que vous portez à notre journal et pour la souscription que vous avez collectée. C'est un fait très positif que votre cercle Nguyen Van Troi apporte son soutien à notre initiative. Concernant les critiques que vous faites au Quotidien du Peuple :

1) sur le sous-titre du Quotidien : « Journal communiste révolutionnaire pour la construction du Parti de type nouveau » :

avec ce sous-titre, nous entendons surtout signifier l'étape où nous en sommes aujourd'hui dans l'édification du Parti dont nous avons besoin.

Aujourd'hui l'aggravation de la crise politique, la maturation (beaucoup plus avancée qu'on ne le dit généralement) des idées révolutionnaires dans les couches du peuple, rendant nécessaire de poser la question du Parti très largement devant les masses, rendent nécessaire de montrer concrètement en quoi le Parti peut rassembler et orienter toute l'énergie révolutionnaire de notre peuple. Il s'agit aujourd'hui d'éviter d'affirmer seulement de manière abstraite, la nécessité du Parti, son rôle, mais plutôt de démontrer largement devant tous qui s'interrogent sur l'avenir socialiste, en quoi en tel parti est capable de répondre aux problèmes de l'heure, en quoi il est nécessaire.

Alors évidemment le processus de la construction du Parti de type nouveau, doit contribuer largement à l'unité des forces qui se réclament de la Révolution. Le fait que, comme vous, des militants d'autres organisations marxistes-léninistes aient apporté leur sou-

tien à notre quotidien, sans pour autant adhérer à toutes les propositions du PCR en est un indice. La condition pour que les choses ne restent pas simplement en état, c'est que le débat sur les questions politiques brûlantes de notre révolution soit effectivement entrepris. L'instauration dans le QUOTIDIEN DU PEUPLE de carrefours sur ces questions là, où soit largement exposée la lutte d'idées qui se déroule dans les masses doit y contribuer. Notre démarche pour la construction du Parti de type nouveau doit donc conduire à ce Parti marxiste-léniniste unique dont vous parlez.

2) En ce qui concerne la question du révisionnisme, nous ne pensons pas que qualifier le P.C.F de traître au marxisme-léninisme suffise à convaincre les travailleurs de la nature réactionnaires de ce parti. Vous avez parfaitement raison de souligner la nécessité de critiquer les positions politiques de ce parti et leur logique. De tels articles sont nécessaires dans le Quotidien du Peuple. Simplement dans l'éditorial du n° 1 nous voulions surtout souligner en quoi le Quotidien du Peuple pourrait être une arme efficace pour faire connaître largement de quelle manière les masses aujourd'hui rentrent en rupture avec ce qui est le fond de la position idéologique du révisionnisme : le renoncement à la lutte, l'acceptation de la politique de la bourgeoisie, le pessimisme sur les possibilités de vaincre la bourgeoisie.

Quant à la dénonciation des 2 super-puissances, vous avez sans doute lu dans notre n° de vendredi l'article concernant les visées du social-impérialisme soviétique.

En attendant de lire vos suggestions et vos critiques, bien amicalement.

Marc ANDRE

PORTUGAL : QUEL AVENIR ?

octobre 75 face à l'offensive réactionnaire

REPORTAGE DE JEAN LERMET

Le Portugal a changé. Sur la place centrale du Rossio, là où, le printemps, des groupes de jeunes révolutionnaires discutaient passionnément autour de la fontaine, aujourd'hui, les «retornados», les colons rapatriés d'Angola, tiennent le haut du pavé. Par intérêt ou par conviction, la marchande de journaux du coin a fait son choix : sa réclame est pour «A luta» le nouveau journal de Raul Rego, du P.S. Vendredi, les propriétaires de maisons occupées ont tenu une réunion dans une église. La presse titre sur les incidents de samedi à Figueira Da Foz : des heurts violents y ont opposé les ouvriers de la métallurgie au patronat qui y tenait un congrès en vue de réaffirmer son refus de négocier les conventions collectives.

La réaction relève ouvertement la tête. Le peuple se trouve face à un pouvoir décidé à durcir sur toute la ligne ses positions face au mouvement des masses.

conditions, est réduite au silence, son émetteur occupé par les commandos, le même pouvoir tente d'étrangler República en frappant à la caisse : on a refusé au journal un prêt qui lui permette de faire face à ses dettes, héritées pour l'essentiel de l'ancienne administration. Selon une habitude bien établie au Portugal dans ce genre de réunion, la parole est bien plus à la salle qu'à la tribune. Après un bref exposé de la situation, de la souscription ouverte où figurent de nombreux groupes d'entreprise, des travailleurs en grève, chacun viendra donner son point de vue, faire part de ses informations, faire ses propositions. La réunion s'est ouverte sur une minute de silence, le poing levé en l'honneur des camarades d'Espagne tombés dans la lutte contre le franquisme : l'Espagne est proche au cœur des Portugais, et ce sont trente mille manifestants qui ont mis à sac, en pleine nuit, l'ambassade d'Espagne, la semaine dernière, à l'annonce que les exécutions allaient avoir lieu.

On applaudira beaucoup un camarade, venu de Braga, à l'extrême nord du pays, souligner l'importance à accorder au travail en direction des petits paysans de la région. Très populaire aussi, l'association des handicapés des forces armées, qui a décidé de percevoir pendant trois jours (sur la base du versement volontaire) le péage sur le pont du Tage, qu'elle occupe au profit du journal. Un représentant des techniciens radio qui annonce l'initiative de faire passer sur les autres émetteurs des émissions pirates de Radio Renaissance, est salué du mot d'ordre : «la radio est au peuple, non au capital !» Un orateur venu de l'Alentejo apporte toute la force de conviction des ouvriers agricoles de la région.

Les soldats sont là, tout un groupe en uniforme : on les voit beaucoup dans les réunions où ils viennent ouvertement représenter leurs unités, prenant la parole comme les autres participants.

Finalement, on décidera de désigner dans chaque commission de base un correspondant du journal. Un secrétariat provisoire est mis sur pied pour organiser la suite de la lutte.

OCCUPANTS REVOLUTIONNAIRES

Le lendemain, samedi après-midi, le «secrétariat des commissions révolutionnaires autonomes d'habitants» appelle à une assemblée générale des occupants de maisons vides. C'est un front de lutte considérable : rien que dans la ville de Lisbonne, sans compter la banlieue, ils sont quinze mille. Le mouvement continue à s'étendre. A Sétubal, c'est un projet important qui se met en place : les commissions d'habitants ont jeté leur dévolu sur un groupe d'immeubles neufs. Elles comptent y reloger les habitants de tout un



bidonville de la cité, ainsi qu'un certain nombre d'ouvriers trop éloigné de leur travail : question aiguë dans cette ville, où de nombreux travailleurs des chantiers navals de la SETENAVE et des usines automobiles habitent à quarante et cinquante kilomètres à la ronde.

C'est à peu près mille occupants de maisons vides qui sont venus. C'est le peuple, qui prend ici la parole : les hommes en bras de chemise, beaucoup de femmes très actives dans la discussion ; on a amené les enfants ; les grands-mères sont là, attentives : tout à l'heure, quand le service d'ordre expulsera un perturbateur, elles seront debout avec toute la salle, le poing brandi, criant : «à bas la réaction !». Et la conviction de ce peuple est claire : un ouvrier vétéran nous dit nettement qu'il y a d'un côté ceux qui font cinq repas par jour, en ajoutant un à dix heures et demi le matin et un autre à cinq heures de l'après-midi, et de l'autre côté ceux qui se serrent la ceinture. Ceux qui ont trois ou quatre maisons dont ils ne savent que faire et ceux, innombrables, qui n'ont pas de quoi loger décemment leurs familles. Les seconds ont occupé les maisons vides des premiers. Ils ne sont pas près de s'en laisser déloger.

Là aussi, les initiatives sont multiples. Une plateforme est discutée, qui exige des loyers calculés sur la base du salaire : pas plus de 10% du revenu de la famille ; gratuité totale du logement pour les chômeurs. La question de la régularisation des occupations par les municipalités est examinée en détail : elle donne lieu à de nombreuses manœuvres des «senhores», de propriétaires, qui refusent de percevoir les loyers pour ne pas légaliser les occupations.

Lundi, le premier procès pour «occupation illégale» doit avoir lieu. On s'y rendra en masse, et l'orateur promet, avec l'accord de la salle, que les juges qui oseraient prononcer une condamnation auraient tôt fait d'être à leur tour jugés par le peuple.

Demain, la suite de la situation du mouvement des masses. «QUESTIONS BRÛLANTES»

DANS LE SUD ouvriers agricoles en lutte

Chers camarades,

Cet été, nous avons effectué un voyage de trois semaines au Portugal. Nous voulons apporter notre contribution au débat sur la révolution portugaise, qui paraît dans le «Quotidien du Peuple», en vous racontant ce que nous avons vu, en particulier dans la région de Beja, où nous sommes allés, et avons eu quelques contacts avec la population.

La première ferme que nous avons visitée s'appelle «Val fanado» (1640 hectares) et se trouve dans la commune d'Albernoa. Dans notre visite de la ferme, nous avons été accompagné par un militant de l'Union Démocratique Populaire (1) ne travaillant pas à la ferme.

Nous avons été accueillis par un ouvrier agricole (les autres étant au travail) dans la maison de l'ancien propriétaire, aujourd'hui occupée par les travailleurs.

Voici ce qu'il nous a raconté.

Les sabotages économiques étaient importants, notamment :

- La vente d'une bonne partie du bétail (brebis, vaches, ...)

- La disparition de machines agricoles essentielles pour le travail, empêchant la moisson du blé qui risquait ainsi d'être perdu.

- Le propriétaire ne respectait pas la loi sur la sécurité sociale, il ne versait pas les cotisations à la caisse d'assurances - les travailleurs n'étaient donc pas assurés.

Tous ces sabotages avaient réduit pas mal l'activité de la ferme et la dernière semaine avant l'occupation, les travailleurs n'avaient pas été payés.

Face à toutes ces manœuvres, les travailleurs ont pensé que l'administrateur voulait «sauver» tout ce qu'il pouvait, et, ensuite licencier.

Donc, face à tout cela, les travailleurs ont décidé de passer à l'action et d'occuper la ferme, après s'être réunis avec la «Commission Coordonnatrice» de l'assemblée populaire d'Albernoa.

Ils ont informé l'Institut de Réforme Agricole (I.R.A.), le M.F.A. et le syndicat des travailleurs agricoles de Beja. L'I.R.A. leur a prêté de

l'argent, sans intérêt, c'est avec cet argent qu'ils se payent.

Les ouvriers sont vigilants et s'attendent à d'éventuels actes de sabotage et de provocation de la part de l'administrateur : ils sont armés et, toutes les nuits, font des rondes pour garder la propriété.

Quand nous avons visité la ferme, c'est-à-dire trois semaines après l'occupation, les ouvriers agricoles étaient en train de s'organiser pour assurer la production, mais, à cause du manque de matériel (machines, etc.), ils avaient des difficultés. Tous les matins, ils se réunissent pour se répartir les tâches.

D'autre part, ils commençaient à remettre en cause l'écart de salaire entre les tractoristes (190 esc. par jour) et les simples ouvriers (160 esc par jour). Ils pensaient égaliser tous les salaires sur ceux des tractoristes, mais cette mesure n'était pas encore appliquée, car ils se heurtaient à l'opposition du syndicat (dirigé par le PCP).

En ce qui concerne l'avenir, les travailleurs n'avaient pas encore les idées claires là-dessus. Ils pensaient faire une coopérative de production et d'entraide avec les autres propriétés occupées dans la commune (il y en avait trois en plus de celle-ci), c'est-à-dire de s'entraider dans le travail, échanger les machines. Mais ces décisions sont à prendre au niveau de l'assemblée populaire d'Albernoa.

demain la ferme de Quinta Sao Pedro

(1) organisation de masse dirigée par l'Organisation pour la Reconstruction du Parti Communiste (marxiste-léniniste).

«Sur le Portugal, j'aimerais trouver des réflexions sur l'organisation ouvrière, sur les actions des ouvriers agricoles dans le sud, car je trouve qu'on met trop en évidence, dans les autres journaux, les têtes d'affiches (Soares, Cunha), et pas assez les constructions à la base.»

J.L. (cfd) Paris

POUR UNE INFORMATION AU SERVICE DU PEUPLE

Vendredi soir, sur la colline de Graça dans les locaux de «la voix de l'ouvrier», vieille association qui a passé tant bien que mal les années du fascisme, les représentants de cent commissions de travailleurs et quatre vingt commissions d'habitants se sont rencontrés. Ils étaient venus à l'appel de la commission des travailleurs du journal República. Voici plusieurs mois qu'ils ont chassé l'ancien directeur, Raul Rego, membre du Parti Socialiste. Depuis, à la différence des grands journaux sur lesquels les révisionnistes ont fait main basse, República est devenu un organe où les masses en lutte ont la possibilité de faire entendre leur voix. Aujourd'hui, tandis que Radio Renaissance, arrachée à l'évêché dans les mêmes

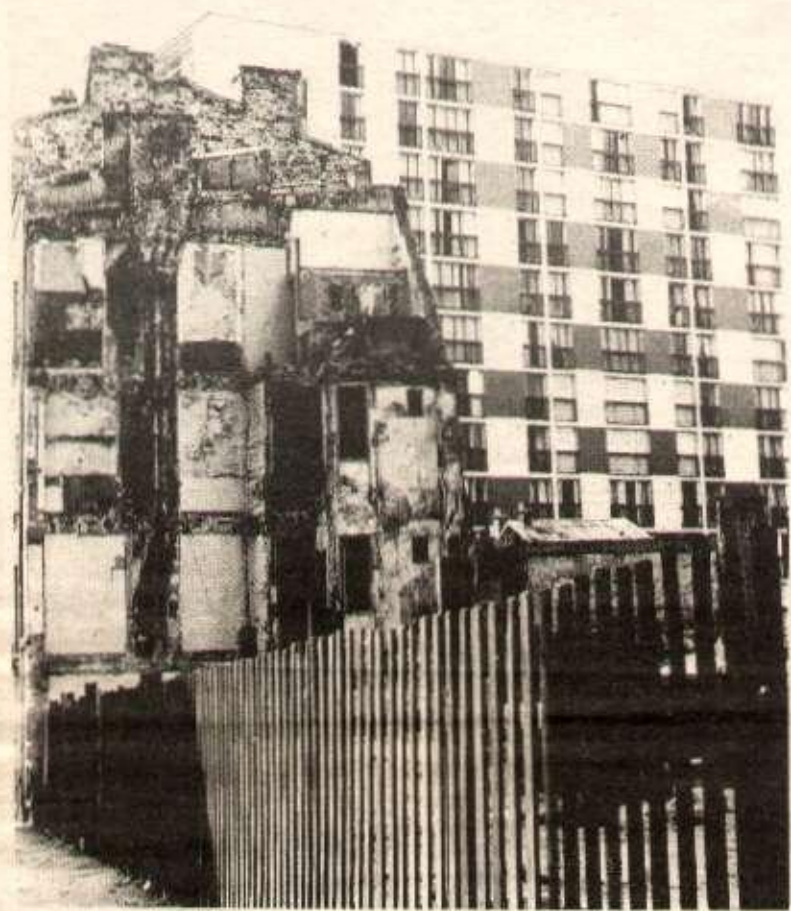
JEUDI 9 OCTOBRE
A 20 H 30
44 RUE DE RENNES
(M^o ST GERMAIN
DES PRES)
DEBAT ORGANISE PAR
LE QUOTIDIEN DU PEUPLE
avec Jean LERMET
LE PORTUGAL
ET SON
AVENIR

politique

EFFERVESCENCE A L'ASSEMBLEE

DEBAT SUR LA LOI FONCIERE

Après l'article d'hier, expliquant le projet de réforme de la loi foncière, nous revenons aujourd'hui sur la signification des nombreux amendements proposés par les députés tant de la «majorité» que de «l'opposition», le principal étant celui de la création d'un impôt foncier. Les discussions suscitées par le projet Galley, les interventions en dernière minute de Giscard et Chirac, provoquent une grande effervescence à l'Assemblée, comme toutes les fois qu'il s'est agi de faire un choix entre des intérêts contradictoires au sein de la bourgeoisie.



FOTOLIB

Le débat parlementaire sur la Loi Galley a commencé hier à 16 H. Juste avant, Giscard lui-même, et Chirac à l'ouverture du débat sont intervenus pour appuyer leur ministre, déclarant que le résultat de la discussion serait un test de la volonté de changement de tous ceux «qui sont décidés à accomplir les changements nécessaires de la société française».

Ces paroles s'adressent d'abord à la Gauche que Giscard aimerait bien voir s'associer au vote de la loi, comme lors du débat sur l'avortement. Cela rendrait plus crédible, pense-t-il, la «nature profonde de la réforme».

Mais ces paroles visent aussi sa «majorité», très divisée sur le projet. Certains jugent qu'il va trop loin, qu'il attaque le principe de la propriété privée, ce que dénonce aussi l'Union Nationale des Promoteurs Immobiliers, ainsi d'ailleurs que le P«C»F d'après lequel ce sont les propriétaires (les petits comme les gros) et eux seuls qui, dans la présentation du projet de loi, sont accusés d'être des fauteurs d'enrichissement du prix des sols.

D'autres députés de la «majorité», au contraire, le jugent insuffisant et proposent des amendements : il y en aura plus de 500 au total qui seront déposés. C'est le rapporteur du projet lui-même, le député UDR, Fanton, qui a ouvert le feu en proposant l'institution d'un impôt foncier.

QU'EST-CE QUE L'IMPÔT FONCIER ?

C'est un impôt proportionnel au prix de vente déclaré des

terrains qu'auraient à payer aux municipalités tous les ans les propriétaires, c'est-à-dire un impôt sur le capital foncier.

Cette proposition n'est pas nouvelle. Elle avait déjà été mise en avant par plusieurs ministres de la V^e «République» tels que Pisani et, plus récemment, Chalandon. Elle n'avait jamais été retenue par les gouvernements antérieurs. Cette mesure est aussi contenue dans le programme commun (dont s'inspire déjà fortement le projet Galley).

L'impôt foncier, ce n'est pourtant, dans l'esprit même de ceux qui le défendent, qu'une demi-mesure, un premier pas vers la «municipalisation des sols». Il s'agit, là aussi, d'un vieux projet élaboré par les technocrates du PSU (Mathieu et Rocard). Présenté, à l'époque, comme progressiste et même anti-capitaliste, il a depuis été repris par une fraction importante de la bourgeoisie dont le PS et des membres de la «majorité» tel que Chalandon.

Ce projet vise à résoudre la contradiction entre le capital industriel, étroitement lié au capital financier, et la propriété foncière. Mais, au sein même du capital financier, il existe des contradictions : d'une part, il a intérêt à lutter contre la spéculation foncière ; le plan d'aménagement de Paris, par exemple, se heurte aux prix élevés des terrains qui représentent jusqu'à 50 % du prix des immeubles ; cela entraîne, pour les capitalistes industriels des frais parasitaires qu'ils sont obligés de déduire de la plus-value extorquée aux travailleurs. Mais d'autre part, le capital financier est lui-même gros propriétaire fon-

cier et profite largement de la spéculation immobilière. Son intérêt est donc, plus précisément de lutter contre l'éparpillement de la propriété foncière.

La «municipalisation des sols» va dans ce sens mais elle se heurte aux intérêts de plusieurs millions de propriétaires en France que tous les partis bourgeois convoitent par ailleurs comme électeurs. Aussi proposent-ils des mesures progressives, la première étant l'impôt foncier.

QUEL EST L'ENJEU DU DÉBAT

Ni l'impôt foncier, d'ailleurs déjà en place dans de nombreux pays tels que les USA ou l'Allemagne, ni la propriété collective des sols ne mettront fin à la spéculation immobilière. Tout au plus, permettront-ils aux municipalités de participer directement à la spéculation comme cela se pratique déjà dans plusieurs villes.

Le débat qui s'est ouvert hier, se conclura peut-être par un vote commun de la Gauche et d'une partie de la «majorité», le P«C»F s'abstenant. Son enjeu sera présenté par le gouvernement comme un choix entre la volonté de réforme et le conservatisme. Mais il ne s'agira en réalité que d'un choix entre les intérêts des propriétaires fonciers, la défense du droit de propriété, et ceux du capital financier. C'est-à-dire, en définitive, un choix qui concerne uniquement la bourgeoisie et dont les travailleurs feront une fois de plus les frais.

Guy MORV

BERLIN :

conference des partis revisionnistes d'Europe

Les 9 et 10 octobre, se tiendra à Berlin une réunion de représentants des partis révisionnistes, de l'Est comme de l'Ouest. L'objet de cette réunion est de préparer la conférence des P«C» d'Europe, d'en fixer si possible la date et le lieu, les modalités et l'ordre du jour. Décidée lors de la réunion consultative de Varsovie, il y a un an et prévue alors pour «au plus tard vers la moitié 1975», la tenue de cette conférence rencontre les plus grandes difficultés. La multiplication des commissions de travail, des réunions consultatives, des nombreuses rencontres entre Ponomarev, responsable soviétique des relations entre partis, et les responsables nationaux révisionnistes ne semblent pas avoir réduit ces difficultés.

LA VOLONTÉ DE PUISSANCE DE L'URSS

L'enjeu politique pour l'URSS est de taille dans cette affaire. Du fait même de l'importance qu'elle représente tant sur le plan économique que stratégique, l'Europe constitue l'enjeu de la rivalité entre les USA et l'URSS. La mainmise sur l'Europe est un moyen efficace du con-

trôle sur le monde. Face aux Etats Unis, l'URSS, sous couvert de «paix», de «coopération» et de «sécurité», tente de développer sa domination sur l'Europe.

Aujourd'hui la réaffirmation du contrôle soviétique sur les P«C» a pris une singulière importance. Dans un premier temps, avec des théories comme la «souveraineté limitée» qui servit d'argument lors de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en août 1968, le parti de Brejnev a imposé sa domination économique, politique et militaire sur les pays de l'Est. Les contradictions s'étaient développées entre les classes dirigeantes de ce pays et celles de l'Union Soviétique. S'il y avait accord sur le plan idéologique et politique pour exploiter les travailleurs, par contre les divergences étaient devenues importantes dans le refus de ces classes dirigeantes du néo-colonialisme que l'URSS voulait leur imposer dans le cadre du COMECON, d'autant plus que le mouvement de masse anti-soviétique se développait dans ces pays, risquaient de les emporter du même coup.

A l'ouest, le recul de l'impérialisme provoqua un certain nombre de changements politiques. A l'époque où les perspectives politiques

de prise de pouvoir par les partis révisionnistes occidentaux semblaient bien lointaines, les dirigeants soviétiques avaient privilégié le rapport avec certaines bourgeoisies européennes, comme ce fut le cas avec la bourgeoisie française à l'époque de De Gaulle. La poussée des mouvements de masse en Europe occidentale, l'éffritement de la stabilité politique des partis de droite au pouvoir, le poids accru sur le plan électoral des alliances auxquelles participaient les partis révisionnistes, suscita un nouvel intérêt chez les dirigeants soviétiques pour les P«C» occidentaux.

Si, avant de tels changements politiques, un certain détachement des «liens» de ces partis avec celui d'URSS ne portait pas à conséquence, depuis, les choses en vont tout autrement. Et cette réaffirmation du contrôle soviétique est à comprendre aujourd'hui, dans ce sens : favoriser l'accession et le maintien au pouvoir de partis dont la présence faciliterait le développement de la domination de l'URSS en Europe.

LE POLYCENTRISME DU REVISIONNISME

Mais cette volonté se trouve à présent contre carrée par les nombreuses réticences, remous au sein même des partis révisionnistes ou est-européens. Ces difficultés se sont manifestées ces derniers mois de différentes manières. Ce sont les propos insistants de Berlinger, secrétaire du P«C», sur le fait que le mouvement «communiste» international, n'a pas besoin d'un centre ou d'un parti dirigeant, «que lors des rencontres entre partis, l'échange doit être libre, franc, approfondi... sur une base d'égalité, sans toucher aux sujets qui ne sont pas à l'ordre du jour ici, et sans porter de jugement sur les partis qui ne sont pas présents». En quelque sorte, s'il s'agit de parler de la situation internationale, de se mettre d'accord pour affirmer sa détermination à lutter pour la coexistence pacifique, pour la paix et la sécurité, l'unité est encore possible. S'il s'agit, par contre, de rendre compte des différentes tactiques d'accession au pouvoir, d'alliances avec des partis bourgeois, les divergences apparaissent. Messieurs Marchais, Berlinger, Carillo... multiplient les déclarations d'«autonomie» de «non-ingérence dans les affaires des partis frères». La politique de Diktat de Brejnev rend insupporta-

bles les contradictions dans lesquelles se trouvent les P«C» : Prendre en compte les intérêts de leurs propres impérialismes face à l'URSS, et leurs liens avec le parti de Brejnev, que ce dernier voudrait voir consolider. Contradictions d'autant plus vivement ressenties qu'ils rencontrent de plus en plus de difficultés pour faire croire aux masses populaires que l'URSS et les pays de l'Est sont encore des pays socialistes, pays qui échapperaient à la crise, alors que les révoltes des travailleurs comme en Pologne témoignent des conditions faites, dans ces pays, à la classe ouvrière et qu'enfin les dirigeants de pays dont les troupes ont envahi la Tchécoslovaquie sont les plus zélés artisans de la paix mondiale.

Cette réunion de Berlin aura donc pour tâche de tenter de réduire ces contradictions, de rechercher non l'unité, mais selon les propres propos de la plupart des participants une simple «uniformisation des positions», au prix des pires marchandages.

Jean Pierre MORVAN

Reforme Sudreau

Ce qu'en pensent les travailleurs

2 REPORTAGE A PEUGEOT MULHOUSE

Un volet important de la «réforme de l'entreprise» chez Peugeot-Mulhouse est constitué par les «suggestions».

AMELIORER LA SECURITE OU...

Il y a d'abord les «suggestions de sécurité» que les ouvriers peuvent faire pour améliorer leur sécurité. En fait, quand elles sont acceptées, elles sont «payées» une somme dérisoire et fixe : 50 F.

De plus, la plupart du temps, elles sont refusées. Un exemple caractéristique : un chauffagiste dont le travail consistait à régler la pression d'eau et d'air avait proposé de supprimer les différentes montées et descentes jusqu'ici nécessaires pour lui permettre d'atteindre les robinets de réglage sur les tuyaux. Cela permettait un allègement de la fatigue. Mais cela a été refusé, cela ne rapportait pas. Non, décidément, ce n'est pas l'amélioration de la sécurité qui intéresse le patron.

...AUGMENTER LES CADENCES

Ce qui intéresse le patron, dans les «suggestions» ce sont celles qui permettent d'augmenter les cadences ou de supprimer des postes, mettant à la rue les ouvriers. Certains disent : «Les suggestions qui suppriment les postes, c'est dégueulasse» et refusent de participer au licenciement de leurs camarades quitte à perdre les 600 000 F que peut rapporter ce genre de suggestions.

Non, cette «réforme de l'entreprise», cette tentative de la bourgeoisie de faire face à la remise en cause de plus en plus grande de son système, n'a que

bien peu de prise. L'imagination de la bourgeoisie pour tenter de maintenir son système est à court.

L'ASSURANCE CONTRE LES ALEAS DE CARRIERE

Avec ce système «révolutionnaire», tout OS ou manœuvre victime des «aléas de carrière» (entendez par là les accidents du travail ou les maladies professionnelles) et ne pouvant occuper son poste, pourrait être reclassé sur un poste moins pénible, sans baisse de rémunération. Voilà qui est intéressant ce qu'il est moins, c'est la réalité ; nous avons interrogé, à ce propos une ouvrière de l'outillage : «*Les conditions de travail sont telles qu'à la longue, nombreuses sont celles qui tombent malades ou sont victimes d'accidents du travail. Mais le patron, lui n'en a que faire. Lorsque pour des raisons de santé, ne pouvant plus tenir les cadences, déprimée, j'ai osé lever la voix et demander un changement de poste, le contremaître m'a répondu : « Vos gémissements, je n'en ai rien à faire et puis de toute façon, l'alternative est simple, ou vous faites la production, ou c'est la porte », une camarade de travail qui, comme moi, avait demandé un changement de poste pour des raisons de santé s'est vue, le jour après, effectivement mutée, mais... sur un poste de travail encore plus pénible (ça vous apprendra et ça servira d'exemple aux autres)*»

Ce que le patron appelle les «aléas de carrière», c'est sans doute les mutilés à plus de 50 %, le reste, pour lui, c'est la routine.

demain la suite de ce reportage
Richard FEUILLET



M. MULLER reçoit sa prime des mains de M. VUILLEMOZ, responsable de l'Usine de Forge, entouré de M.M. VARDANEGA et PAULA.

EN QUOI CONSISTE CETTE SUGGESTION ?

Aux «forges», un des travaux, entre autres, consiste pour les ouvriers à chauffer dans un four des barres de fer appelées «LOPIN» ; c'est la première opération ; une fois chauffé, le «lopin» peut ensuite être forgé à chaud, afin de lui donner une forme précise. C'est la deuxième opération. L'inconvénient (pour le patron), c'est que la pièce ainsi forgée, une fois qu'elle est refroidie, doit être meulée pour avoir les dimensions voulues, celles-ci n'ayant pas été prévues au départ. Meuler la pièce, cela veut dire évidemment perdre une partie de la matière première qui n'est pas récupérable.

La suggestion qui a été faite est la suivante : prévoir, avant de le mettre dans le four, un «LOPIN» qui soit d'un poids se rapprochant le plus près possible du poids voulu pour la pièce finale, ou plutôt d'un poids égal. Ce qui, en fin de parcours, évite le meulage de la pièce, celle-ci ayant les dimensions voulues. Le résultat ? Une économie considérable de matières premières sur un an par exemple, et une suppression du travail de meulage, pouvant conduire très vite... à une suppression de poste. On comprend, dès lors, le sourire satisfait des directeurs sur la photo.

INTERVIEW D'UN DELEGUE CFTD DU CENTRE D'ETUDES ATOMIQUES A L'OCCASION DE LA GREVE DU 7 OCTOBRE

QUOTIDIEN DU PEUPLE : Une campagne a été engagée depuis septembre, par l'intersyndicale du CEA, contre le «démantèlement» de l'entreprise. Peux-tu nous préciser les thèmes et les limites de ce mouvement ?

Réponse : Ça a d'abord été un réflexe de défense contre les mesures, annoncées par le pouvoir, de «filialisation» de plusieurs secteurs du CEA. C'est pour cela que FO et la CGC ont participé à cette première forme de protestation, corporatiste, qu'a été la conférence de presse du 2 septembre. Il y a eu des silences révélateurs et des conclusions ambiguës, que la plupart des camarades CFTD au centre ne partagent guère.

Peux-tu expliquer ce qu'on entend par «démantèlement» du CEA ?

Réponse : C'est essentiellement le passage aux mains de Westinghouse, des piles atomiques, par la mise à contribution du CEA, dans l'affaire Framatome, et la privatisation du secteur Radio-Élément. Mais ce qu'il faut souligner, c'est l'hypocrisie de certaines organisations (CGT, CFTC, et CGC...), qui semblent découvrir aujourd'hui, une mise en coupe réglée qui dure depuis longtemps. Déjà, par exemple, le C.I.S.I., secteur informatique du CEA, a été constitué en unité autonome, privatisée. Les machines à calculer, le personnel qualifié, la garantie du travail, ont été fournis par le CEA. Depuis que l'on facture les commandes extérieures, les entreprises privées ne passent plus de commandes ! Alors pour arriver à équilibrer le C.I.S.I., il y a des factures gonflées artificiellement par le CEA, comme pour le projet Saurne.

Quelles sont actuellement les implications de la recherche nucléaire pour les travailleurs ?

Réponse : Il y a deux niveaux de réponse. Celui d'abord des possibilités offertes pour un secteur nucléaire utile au peuple, par exemple pour l'analyse des métaux, des combinaisons bois et métal, ou bien encore dans le domaine énergétique, à certaines conditions qui ne sont pas remplies aujourd'hui.

Mais tout cela demande un pouvoir politique autre, des décisions entre les mains du peuple, un débat entre les travailleurs de la recherche et de la classe ouvrière, pour la définition d'une autre politique de l'énergie et de la recherche. Le PCF qui, à la Libération, a largement présidé aux destinées du CEA avec l'équipe Joliot-Curie, entretient de tristes illusions. Il est prisonnier du mythe «scientifique» bourgeois. Sa volonté de brûler les étapes est nette. Par exemple, il approuve les très dangereuses expérimentations sur les surgénérateurs, dont la viabilité n'est pas prouvée, avec le sodium liquide, explosif et corrosif.

A la CFTD, nous refusons de cautionner le programme nucléaire actuel, sans sécurité. Nous condamnons certains chefs de départements, dont certains sont sous l'influence du PCF et qui sont capables de déclarer sans hésiter : «demain, si on me dit de sacrifier 20.000 personnes pour faire avancer la science d'un pas, je le fais.» Où va-t-on ainsi ?

Vous savez, moi au début du CEA, j'y croyais, à la possibilité de résoudre de grands problèmes, même au sein du système, de faire avancer la science. Maintenant, je dis : «Nous sommes de dangereux apprentis sorciers entre les mains du capitalisme.»

en bref..

LE FEU A BOURGOGNE ELECTRONIQUE

Vendredi 3 octobre, à Bourgogne Electronique, (Dijon) un bac d'acide prend feu dans un laboratoire de l'usine. Il se propage rapidement dans tout le bâtiment. Aussitôt, les ouvrières essaient d'actionner le signal d'alarme : rien à faire, il ne fonctionne pas. Dix minutes au moins s'écoulent avant qu'il ne se mette en marche. Pour peu, le feu atteignait les bouteilles de gaz et les bidons de produits chimiques stockés au bout du bâtiment. Alors, tout aurait explosé, les 4 autres bâtiments de l'usine, où travaillent 1.700 personnes, auraient sauté.

Les ouvrières ne cachent pas leur colère. «Il faudrait faire comme à Béthune, et tous les mettre en tôle». C'est des patrons qu'il s'agit. A chaque réunion où il était question de la sécurité, le chef de sécurité invoquait des problèmes financiers. Peu importe pour la direction, la vie de 1.700 ouvrières ! Devant la colère des travailleuses, le directeur venu voir ce qui se passe est peu rassuré. C'est sans doute pour cela qu'il se décide à leur payer le salaire intégralement le temps des réparations. «Ce n'est que justice», disent les ouvrières.

En discutant avec les femmes qui travaillent au labo d'où est parti l'incendie, nous avons appris que ce bac d'acide avait déjà pris feu plusieurs fois, et que la commission Hygiène et Sécurité, était au courant.

ce qui montre encore une fois les limites des CHS lorsque ce ne sont pas les travailleurs qui prennent la main eux-mêmes leur sécurité.

corr. Bourgogne Electronique
Dijon.

POCLAIN PAIERA

A la suite de nombreux débrayages et manifestations, la direction de Poclain vient d'accorder aux 3.000 travailleurs du groupe le paiement des heures chômées en raison des réductions d'horaires. (De 42 H 50 à 40 Heures, puis à 35 heures). Les travailleurs concernés continueront de recevoir la prime de panier (100 F.).

L'AUTO-GESTION OU LA LUTTE ?

Voici le compte rendu d'une réunion CFTD à la salle du centre de Watrelos : une cinquantaine de militants, de délégués CFTD et d'ouvriers. Thème du débat : «la crise du capitalisme, l'autogestion et la CFTD».

Baucoup de discours venant de la tribune. Sur l'autogestion : peu d'enthousiasme ; témoin cette réflexion : «Depuis tout à l'heure on parle d'autogestion, c'est bien beau, mais moi je suis délégué syndical chez «Lefèvre et Bastin» et il va y avoir 102 licenciements, alors...» La réponse à cette intervention ? Quelques mots pour dire que c'est bien intéressant mais que l'on était pas là pour discuter de cela.

La ligne de démarcation apparaissait ainsi clairement entre ceux qui attendaient de la réunion des mots d'ordre de lutte et ceux qui continuaient leurs palabres réformistes.

correspondant Watreloos

Galerias Lafayette

Lyon, mardi 15 h. Après dix jours de grève, les employés des Galeries Lafayette de la Part-Dieu ont repris le travail. La section CFTD qui a poussé à la reprise en ne proposant rien d'autre, dit que si, d'ici jeudi, les négociations ne donnent rien, le mouvement reprendra. Certaines employées, écœurées, ne sont pas venues travailler.

SMN CAEN

Caen, lundi 29. Surpris par une explosion qui a projeté du laitier en fusion jusqu'à un pont avoisinant, 3 ouvriers n'ont pas eu le temps de se dégager et ont été sévèrement brûlés. A noter que les extincteurs et les lances à incendie étaient défectueux et que le secours s'est effectué dans de très mauvaises conditions : transport assis dans un camion... Une fois de plus, la SMN mutile. Depuis 1931, il y a eu plus de 150 ouvriers tués.

LUTTE CONTRE LE LICENCIEMENT D'UN DELEGUE CGT

Mardi 7 octobre. En grève depuis une semaine contre le licenciement de Louis Bochar, délégué CGT, les travailleurs de Stein poursuivaient hier leur lutte. Vendredi, 3 militants syndicaux recevaient la visite d'un huissier les sommant de comparaître le lendemain à 11 heures au Palais de Justice de Lille. La direction voulait obtenir l'intervention de la police contre les grévistes. Le juge en a décidé autrement, à la grande fureur du patron. A l'assemblée générale de lundi devant l'usine Stein, la décision est prise de se rendre en manifestation au siège du Comité Central d'entreprise, qui se trouve à l'usine Stein de Roubaix, pour établir le rapport de force et refuser le licenciement. Dans le cortège, de nombreux jeunes se montrent très actifs ils prennent des initiatives, scandent des mots d'ordre contre les licenciements. C'est à plus de 200 qu'ils se retrouvent devant le siège du Comité d'entreprise. Bientôt, le résultat de la réunion est donné par les délégués : le licenciement est refusé par 4 voix contre 3, dont celle de la CFTC qui ne manque pas à ses traditions de l'arbitrage des patrons. C'est un concert de sifflements qui accueille le délégué CFTC. Les ouvriers de l'entre-

prise de Roubaix avaient débrayé en soutien avec ceux de Lannoy.

La direction fait traîner l'affaire, en refusant ce vote auprès de l'inspection du travail. Les travailleurs décident alors de poursuivre la manifestation jusqu'à l'inspection du travail. Ils occupent la cour et la salle d'attente. Plusieurs militants syndicaux actifs animent les discussions : ils déposent pétitions et dossiers contre le licenciement. Pour les travailleurs, la chose est claire : à travers le délégué CGT, ce sont les deux sections syndicales de l'Usine qui sont visées. Le développement du soutien est demandé par les travailleurs, malgré l'opposition de la cellule du PCF, et y compris par certains de ses membres.

Dans l'attente de la réponse de l'inspection du travail, le travail a repris. Mais la démocratie ouvrière qui s'est affirmée dans la lutte, sous l'impulsion de certains délégués, démocratie qui se manifeste par de nombreuses interventions aux assemblées générales, et les initiatives prises, a permis de garder intacte la combativité des travailleurs. Tout le monde reste mobilisé pour la lutte contre les licenciements.

Correspondant Roubaix.

femmes

" CE SERONT TOUJOURS LES MEMES..." debat autour de la reforme Haby

a la maternelle

Se sont réunies, pour discuter de la réforme Haby à l'école maternelle, deux mères de famille : Jackie R., qui travaille dans une entreprise d'entretien, et mère de deux filles. Nicole T., femme d'ouvrier et mère de quatre enfants ; Monique, institutrice d'école maternelle et Thérèse, journaliste.

Nicole : Dans l'article de la semaine dernière sur la maternelle, vous dites que la sélection commence dès la maternelle. Mais alors, pourquoi pour «rattraper» les enfants, ne leur apprendrait-on pas à lire et à écrire plus tôt ? Ils seraient au niveau, lorsqu'ils arriveraient au cours préparatoire. J'ai l'impression qu'à l'école maternelle, ils perdent leur temps.

Monique : Tu poses là un problème très intéressant. On a remarqué que lorsqu'un enfant est «mûr», il apprend à lire très rapidement ; il acquiert les bases en trois mois, alors que, si on essaye de lui apprendre à lire avant, il n'y arrive que très péniblement, et finalement c'est très mauvais, parce qu'il se décourage. En général, c'est autour de 6 ans que ça se passe. Mais tous les enfants ne sont pas prêts à lire à 6 ans. Certains le sont avant, d'autres après. A quoi est due cette «maturité ?». A des facteurs physiologiques, certes, mais surtout à l'environnement de l'enfant. Si bien que, pour répondre à ta question, forcer un enfant de quatre ans à apprendre à lire, dans les conditions actuelles, c'est-à-dire en pays capitaliste ce n'est pas possible pour tous les enfants. Mais, à mon sens, et c'est à discuter dans une société où l'école serait faite pour les enfants du peuple, ils apprendraient à lire plus tôt et mieux. Or Haby fonde sa réforme en s'appuyant sur le slogan : «à chacun selon son rythme».

Thérèse : Aux entretiens de Bichat, qui réunissent un grand nombre de médecins qui discutent de leur pratique, on a aussi parlé de la maturité des enfants que l'on a comparés à des grains de blé qui mûriraient plus ou moins rapidement. C'est une théorie à laquelle la bourgeoisie a l'air de tenir, parce qu'elle justifie sa pratique de sélection sous un air libéral.

Monique : Or, voici l'un des éléments les plus importants de la réforme Haby : l'entrée à l'école primaire ne serait plus fixée de manière stricte à 6 ans, mais pourrait se faire de 5 à 7 ans, suivant «l'éveil intellectuel et psychologique de l'enfant». Le cours préparatoire pourrait se faire en un ou deux ans, selon l'enfant, et il n'y aurait plus de redoublement. Mais certains pourraient sauter des classes. C'est ici que la campagne sur les «surdoués» soi-disant brimés prend tout son sens. Le livre d'un «professeur», les journaux dits «féminins», tout ce beau monde s'apitoyait cet été et à la rentrée sur les petits génies précoces méconnus, et qui seraient perdus pour la société, si on ne les détectait pas plus tôt. C'est pour mieux nous faire accepter les projets de Haby et surtout le retard des enfants du peuple.

Jackie R. : C'est assez alléchant... on nous promet de ne pas «traumatiser» nos enfants, selon l'expression à la mode : de ne pas les «culpabiliser» lorsqu'ils sont en retard : ni redoublement, ni bousculade... mais moi, j'ai bien l'impression que ce seront toujours les mêmes qui entreront en cours préparatoire à 7 ans. Je vois pour ma fille, à la maternelle, la maîtresse me dit qu'elle ne parle pas, pourtant à la maison, elle n'arrête pas de causer...

Thérèse : Tu as raison. Qu'observe-t-on aujourd'hui ? Qui entre à l'école primaire à 5 ans ? (bien que ce ne soit pas très courant) des enfants des classes dites «privilegiées». Qui redouble le cours préparatoire ? Pour 86 %, ce sont des enfants d'employés, d'ouvriers et de manœuvres. Et pour cela ? On en a déjà parlé l'autre jour, parce que le monde qu'on leur présente à l'école, le langage qu'on leur impose, leur sont étrangers. Et pas du tout parce que nos enfants seraient plus idiots que les autres, ou, comme dit Haby aujourd'hui, pas encore «éveillés»... mais parce qu'ils ont une autre façon de vivre que les fils de la bourgeoisie. Ceux qui redoublent aujourd'hui sont ceux qui feront deux cours



MATERNELLE D'ATTENTE

Trente enfants du quartier de Blossières à Orléans ne pouvaient entrer à l'école maternelle. Nous avons décidé d'organiser nous mêmes une maternelle d'attente et de prendre en main nos propres affaires. Nous prévenons le maximum de parents concernés par cette initiative.

Le jour dit, 16 enfants se présentent au local prêté par la MJC des Blossières, le centre social avait prêté des tables et des chaises pour les enfants. Des parents se proposent pour s'occuper des enfants.

A l'issue d'une réunion où nous apprenons que de nombreux parents qui ne s'étaient pas fait connaître dans le quartier sont dans le même cas, certains se proposent pour constituer une délégation à l'inspection académique pour obtenir le poste d'instituteur. Mardi matin à nouveau 16 enfants ; l'inspection académique prend peur et intime l'ordre aux directrices des deux écoles de prendre tous les enfants le plus tôt possible.

Aux dernières nouvelles, au cours d'une seconde démarche des parents à l'inspection, nous apprenons qu'un dossier d'ouverture est parti au Ministère... Les parents de la maternelle sont décidés à entrer à l'association des Parents d'élèves (Corneil) pour y continuer l'action sans se laisser démobiliser. Une critique démarre sur la scolarisation des enfants des Blossières nés en 72.

Un parent de la maternelle d'attente

Comment apprendre à parler à 40 enfants à la fois...

Claudine, institutrice d'école maternelle, nous décrit les conditions de vie de nos enfants :

«...il y a toujours au moins 38 présents. Il est conseillé, par les inspectrices, de faire travailler les enfants par «ateliers», c'est à dire par groupes. Pendant que l'institutrice s'occupe plus particulièrement de ceux qui font de la peinture, les autres doivent travailler par groupe dans un coin, ou s'amuser sagement (selon les classes, on peut trouver le coin «poupées», ou le coin «voitures», le coin «bibliothèque»,...etc). Cela est possible avec 25 élèves ! On peut aller de groupe en groupe, les aider à s'organiser, à s'entraider, et c'est très bénéfique pour tous les

enfants de ne pas toujours avoir la maîtresse derrière leur dos. Mais avec 40 ! Or, il faut que les enfants soient occupés sans arrêt, aient leur attention fixée, sinon ils ne tiennent pas en place, se battent, et les classes, souvent, ne mesurent pas plus de 35 à 40 mètres carrés. On ne peut pas tenir plus d'une semaine...

Alors on fait des occupations collectives : dessin, langage, avec 40 enfants... dans ces conditions là, quelques soient les intentions de l'institutrice, ce sont toujours les mêmes qui ne participent pas à la vie de la classe, c'est-à-dire les enfants des travailleurs... Cela, il faut que les mères de famille le sachent.

préparatoires demain... En fait, dans le fond, rien n'aura changé.

Monique : A la fin de l'école primaire, les enfants des travailleurs se retrouveront... sans avoir redoublé, avec deux ou trois ans de retard sur leurs camarades plus «doués»... ou plutôt «mieux» nés, et seront automatiquement orientés, vu leur âge, dans l'enseignement technique court, ou envoyés directement chez l'artisan et le patron... Et puis, s'ils sont mêlés dès le cours préparatoire avec des enfants de 2 ou 3 ans plus jeunes qu'eux, pour quel âge le maître fera-t-il son enseignement ? ou bien fera-t-on des classes par tranches d'âge ? Ce sera déjà une véritable ségrégation... La réforme Haby organise la sélection encore plus tôt qu'avant et de façon plus structurée, se donnant l'air de prendre en compte les besoins des enfants du peuple.

Nicole T. : Mais comment jugera-t-on de ceux qui seront capables de passer à 5 ans ?

Thérèse : D'après Haby, «la possibilité d'accéder à 5 ans à l'école élémentaire sera ouverte aux enfants dont un contrôle médico-psychologique aura montré qu'ils peuvent en tirer un

Jackie R. : Dans le Courrier des lecteurs du Quotidien du Peuple, l'un d'eux demandait : «Mais alors, faut-il encore envoyer ses enfants à l'école !».

Monique : D'abord, les enfants apprennent quelque chose à l'école... Même s'ils jouent dans les classes, c'est meilleur pour eux que de les laisser fermés dans un appartement. Ils ont la possibilité de rencontrer d'autres enfants, d'acquérir une certaine autonomie... loin des parents.

Nicole T. : Et puis certains parents des classes populaires malgré leur peu de temps libre désirent engager avec leurs enfants et avec les instituteurs qui le veulent la lutte pour une véritable école au service du peuple, pour que soient éduqués réellement leurs enfants, pour qu'ils comprennent le monde

dans lequel ils vivent, pour qu'ils acquièrent réellement un métier, pour qu'ils sachent se battre contre les patrons... Certains instituteurs ont déjà tenté des expériences qui, dans notre société capitaliste ne peuvent être que limitées mais qui sont encourageantes... il faudrait en rediscuter...

Jackie R. : Et puis, je crois que l'école ne suffit pas. Il faudrait, les jours où ils n'ont pas classe, réunir nos enfants et voir comment les élever dans le sens où nous voulons.

Thérèse : Quand on pose le problème de l'école, on ne peut pas le séparer de celui de l'éducation des enfants. Que voulons-nous pour nos enfants ? Quel avenir ? Quel bonheur ? C'est cette question qu'il faut discuter.

INSTITUTEURS EN GREVE A PARIS

Cette semaine, les instituteurs de Paris sont en grève tournante par groupes d'arrondissements. Ils réclament la construction de classes, la création de postes, le réemploi des auxiliaires au chômage. Non seulement les classes sont surchargées, mais encore près de 2 000 enfants de Paris que leurs parents voulaient inscrire, n'ont pu trouver place dans les écoles maternelles.

A Clayes sous bois, dans les Yvelines, une directrice a été suspendue de ses fonctions parce qu'elle avait refusé d'inscrire une vingtaine d'enfants de moins de trois ans, alors que les classes comprenaient 37 élèves. Deux autres enseignants ont été menacés de sanction.

Or Haby, à la rentrée, avait annoncé qu'il ne sanctionnerait pas les instituteurs qui limiteraient les effectifs des classes à 35.

Ce refus d'inscription a certes révolté les parents. Il s'agissait en effet de mesures individuelles ; d'une décision qui semblait définitive et non d'un mot d'ordre de lutte d'ensemble. Mais ce geste montre à quel point cette question est brûlante aujourd'hui. Et dans la situation actuelle, cette sanction doit être enlevée.

A Trappes (Yvelines), protestation contre la fermeture d'une classe maternelle.

Aux Lilas (93), le 4 octobre, une classe manquait encore d'institutrice, et les écoles de la localité se proposaient de faire grève.

Cette semaine, à Paris, beaucoup d'écoles seront fermées : ni cantine, ni garderie ne fonctionneront. Beaucoup d'instituteurs connaissent la gêne que cela crée pour les familles populaires, et recherchent les moyens d'associer les familles à leur lutte.

LUNDI SOIR SUR TF 1

APRES LE FILM "MOURIR A MADRID"

UNE EMISSION SCANDALEUSE!

L'émission-débat, lundi soir, sur TF 1 autour du film «Mourir à Madrid» a constitué un modèle assez ignoble du «libéralisme» de l'information télévisée.

Elle se présentait comme «libérale», parce que ce film de Rossif, datant de 1962, jusque là interdit d'ORTF, était enfin diffusé.

Elle se présentait comme «libérale», parce que, après les 5 assassinats de Franco, eh bien, il était permis, en plus, de débattre à certains hommes «politiques» de l'Espagne.

Assurément avec cette émission «libérale», la bourgeoisie cherchait, face à la mobilisation antifranquiste des derniers jours, à donner le change, à atténuer quelque peu la colère de notre peuple contre la collusion du gouvernement Giscard et de la police de Poniatowski avec le régime franquiste.

Mais pour nous, pour tous les antifascistes conséquents, cette émission est avant tout un scandale, une provocation. Elle a laissé à des crapules fascistes, des ultra-réactionnaires hystériques le droit de s'exprimer à la télévision, d'appuyer ouvertement la dictature terroriste de Franco. Cela, c'est une honte. Nous ne devons pas le tolérer. Au moment même où Franco assassine des militants révolutionnaires en Espagne, et prépare pour bientôt, d'autres assassinats. Tous les antifascistes doivent exiger énergiquement que de tels énergumènes soient interdits d'antenne et de télévision.

Cette émission a montré à quel point les révisionnistes du P«C»F, représentés par Billoux, en étaient arrivés à trahir, renier complètement le combat héroïque des peuples d'Espagne.

C'est déjà clair, quand on pense que Billoux n'a vu aucun inconvénient à dialoguer autour d'une table avec des nazis français.

Dans le cours du débat, Billoux a ainsi trouvé le moyen de s'aligner sur les positions des fascistes : il a laissé entendre que Staline, l'organisateur de la grande guerre antifasciste qui a brisé les reins de l'armée d'Hitler, eh bien, on pouvait le comparer à Franco. Mais qu'il attendait pour mieux pouvoir les comparer, une «autocritique» du parti de Franco ! Et alors, ils pourraient parler : «d'égal à égal». Quelle honte!

Monsieur Billoux a trouvé aussi le moyen de cracher sur tous ceux qui ont combattu dans les Brigades Internationales aux côtés des Républicains espagnols. Laisant tomber que ces 35 000 hommes «n'avaient pas servi à grand chose». C'est une insulte aux communistes, et à tous les combattants qui sont venus alors, de France et d'ailleurs, et ont souvent donné leur vie pour la liberté de l'Espagne. C'est une insulte à tous les Espagnols, nombreux, qui avaient au cœur cette solidarité internationaliste de classe et ont poursuivi, aux côtés des résistants français, la lutte contre le fascisme.

C'est que Monsieur Billoux, en tête, mais aussi les autres (Noguères du PS et Niedergang du «Monde») d'une part, et leurs partenaires fascistes d'autre part, s'entendaient fondamentalement sur un point : il ne faut, à aucun prix que les masses espagnoles n'en viennent à s'engager dans une nouvelle guerre civile - cette fois victorieuse.

C'est pourquoi quand Sangulnetti a déclaré «on ne peut accepter la dictature du FRAP», tous ces messieurs par leur si-

lence ont marqué leur accord unanime.

L'enjeu de leur débat, c'était : comment maintenir la dictature de la bourgeoisie en Espagne ? Pour les fascistes, il faut continuer Franco, pour les autres, dont le P«C»F, il faut aménager «démocratiser» cette dictature.

L'annonce, à la fin, de la décision des neuf pays européens, de suspendre les négociations avec l'Espagne était un petit coup de théâtre préparé à l'avance. C'est ce que demandait le P«C»F. Et ainsi cette concession assez minime de Giscard à ses rivaux européens, prenait, avec cette caution de «gauche», une allure antifranquiste.

Quant au film, il avait, en 1962, le mérite de faire revivre, documents d'époque à l'appui, la guerre antifranquiste. De rappeler que le régime franquiste s'était établi avec l'appui de Hitler et de Mussolini, sur des centaines de milliers de cadavres. De montrer le courage indomptable du peuple espagnol. C'est, avec ses chants, un film qui émeut profondément tous ceux qui n'ont jamais oublié.

Mais il laisse sans aucune perspective. N'expliquant surtout que le déroulement militaire de la lutte, il ne permet pas d'en tirer les leçons, de répondre à la question : quelles faiblesses, dans le camp du peuple, ont amené la défaite. Au terme du film, la victoire de la réaction semble inéluctable, irréversible.

Mais aujourd'hui, c'est précisément cette question qui se pose : l'Espagne ne s'achemine-t-elle pas vers un nouvel affrontement armé où les masses seront victorieuses ? A quelles conditions pourront-elles vaincre, cette fois-ci ?

G. F.

programme

MERCREDI 8 OCTOBRE

TF 1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ÉLEUSIS
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - CÉCILE OU LA RAISON DES FEMMES
21 h 25 - MUSIQUE STORY
21 h 50 - ÉMISSION MÉDICALE (da hanche)
22 h 50 - JOURNAL

A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARÈS DES JEUNES
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - MANNIX
21 h 30
21 h 30 - C'EST-A-DIRE
23 h 00 - JOURNAL

FR 3
18 h 55 - TITRES DU JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 55 - INFORMATIONS
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - LA BELLE ÉQUIPE
22 h 20 - JOURNAL

JEUDI 9 OCTOBRE

TF 1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LES COMPAGNONS DELEUSIS
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - SALVATOR ET LES MOHICANS DE PARIS
21 h 25 - SATELLITE «Portugal : l'affrontement ?»
22 h 20 - ALLONS AU CINÉMA
22 h 50 - JOURNAL

A 2
18 h 00 - LES APRÈS-MIDI D'ANTENNE 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARÈS DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LE CERCLE ROUGE
22 h 00 - VOUS AVEZ DIT BIZARRE...
23 h 15 - JOURNAL

FR 3
18 h 55 - TITRES DU JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - INFORMATIONS
20 h 00 - ALTITUDE 10.000
20 h 30 - IL FAUT MARIER PAPA
22 h 30 - JOURNAL

feuilleton

memoires et aventures d'un prolétaire

de Norbert Truquin

Résumé :

La révolution de 48 s'est déclenchée. Norbert, attentif, parcourt les rues de Paris et s'interroge.

Ce soir là, le fondeur nous dit : « Nous y voici arrivés pourtant ; à présent vous allez avoir les fusillades et la déportation en masse ; et la preuve de ce que j'affirme, c'est que le gouvernement s'est obstiné à garder les troupes autour de Paris et que les troupes sont consignées dans les forts. » Le fondeur ne disait que trop vrai.

Assurément, pensais-je en moi-même, puisque le gouvernement supprime brutalement d'un seul coup les Ateliers nationaux, c'est qu'il veut provoquer la guerre civile dans le but de mater le peuple et d'enrayer la révolution.

Ainsi l'ouvrier qui paie l'impôt, pour lui et les siens, sur tout ce qu'il consomme, depuis sa naissance jusqu'à sa mort ; qu'il soit mala-

de ou bien portant ; qu'il paie pour boire, pour manger, pour se loger, pour se vêtir, pour respirer et même pour mourir ; qui entretient par son travail des millions de fonctionnaires et de rentiers qui vivent à ses dépens ; l'ouvrier ne peut obtenir un peu de crédit jusqu'à la reprise des affaires par la mauvaise volonté des gouvernements ? Non, ce gouvernement là n'est pas celui d'une République démocratique, mais celui d'une république aristocratique !

Tout Paris était en mouvement ; on n'osait presque plus dissiper les attroupements. La suppression des Ateliers nationaux faisait l'objet de toutes les discussions. Les ouvriers traitaient d'infamie cette mesure qui, en affamant une population aussi nombreuse, constituait une véritable provocation à la guerre civile. Les réactionnaires prétendaient que la ville n'avait plus d'argent ; ce à quoi les ouvriers répondaient que le gouvernement trouvait bien de l'argent pour payer les gros

traitements ; et qu'il ne lui serait pas difficile de fournir la paie des ouvriers qui se montait à huit francs par semaine, alors que ces derniers avaient exécuté tous les travaux publics et nourri les rentiers. Des ouvriers disaient même aux réactionnaires : avouez plutôt franchement qu'après vous être enrichis par la sueur du peuple, c'est son sang maintenant que vous voulez et la preuve c'est que les pouvoirs publics, au lieu de venir en aide aux prolétaires, ont insulté leurs délégués. La réaction était furieuse ; la classe ouvrière au contraire conservait son sang-froid, on sentait qu'elle ne tenait pas à céder aux provocations.

La réaction était forte et voulait profiter de la situation. Dès le lendemain du 24 février, elle avait fait décréter la création d'une garde mobile composée de 26 bataillons. On avait déjà formé ces jeunes gens à la discipline ; on leur allouait une solde de trente sous par jour, et en ce moment ils étaient consignés

dans leurs casernes. C'était tous des enfants de Paris, fils d'ouvriers, que l'on dressait au massacre de leurs parents.

Ceux d'entre eux qui comprenaient cette situation, se désespéraient de s'être engagés ; mais il n'y avait plus moyen de reculer. Le gouvernement savait fort bien qu'il aurait eu à les combattre s'ils n'avaient pas été soumis à la discipline militaire ; car il ne dut son triomphe qu'au concours de ces enfants qui se battirent comme des enrégés. Aussi dès le lendemain de la victoire, s'empressa-t-on de les licencier comme des malpropres.

J'allais visiter la fameuse barricade du faubourg Saint-Antoine ; elle n'était guère défendue que par une trentaine de combattants, presque tous anciens soldats, et bien résolus à mourir les armes à la main. Les batteries établies de l'autre côté du canal, vomissaient des boulets et de la mitraille sur cette barricade ; mais les éclats de pavé causaient encore plus de ravage que les biscaïens. La

première décharge fit tomber huit hommes qui étaient tous frappés à la tête. J'aidais à transporter les morts et à panser les blessés. Le bruit de cette décharge fit accourir au pas de course des combattants de l'intérieur du faubourg.

Après avoir déposé les blessés en lieu de sûreté, je revins à la barricade ; une balle qui venait de s'aplatir aussi mince qu'un carton en ricochant sur un pavé, vint me tomber dans la main qu'elle m'engourdit. Les boulets faisaient voler la poussière des sacs de terre que l'on avait placés au-devant de la barricade pour amortir les coups.

Un combattant de haute taille, qui paraissait avoir une cinquantaine d'années, qu'on disait ancien officier des chasseurs d'Afrique, et qui était atteint de plusieurs blessures à la tête, mais qui n'en continuait pas moins à tirer, me dit : « Va-t-en d'ici, mon petit, ce n'est pas la peine de risquer ta vie pour rien, puisque tu ne combats pas. »

(à suivre)

affaire claustre ABELIN AU PIED DU MUR

LA POLITIQUE AFRICAINE DE LA FRANCE

« La livraison d'armes de guerre, en contradiction avec le refus des autorités légales de l'Etat concernées avec la décision unanime de l'OUA, serait contraire à la politique africaine de la France. » déclarait lundi le porte parole du gouvernement. Le refus des autorités légales du Tchad n'a guère gêné le gouvernement français pour traiter avec Habré jusqu'à maintenant. La politique africaine de la France est faite d'interventions dans les affaires intérieures des pays. On se souvient de l'accord de Foccart, qui pendant plusieurs années a fait et défit les gouvernements, soumis aux « conseillers » français, et qui sont toujours en place.

Les livraisons d'armes non plus n'ont guère gêné le gouvernement français jusqu'à ce jour. La France est le troisième marchand d'armes après l'URSS et les Etats Unis, et

l'un de ses plus fidèles clients est l'Afrique du Sud, ce qui est contraire aux décisions de l'OUA dont se réclame le gouvernement et à celles de l'ONU.

RELATIONS FRANCO-TCHADIENNES

Bourges, ministre de la défense a confirmé que la base de Sahr a été évacuée. L'évacuation de celle de N'Djamena a également été réclamée. L'application serait « à l'étude » : il tempore pour essayer de rester. Tandis que le gouvernement tchadien dénonçait le « caractère perfide de la politique française en Afrique », l'agence d'information tchadienne soulignait que « l'amitié avec la France est essentielle... le dialogue sera possible quand le gouvernement français reconnaîtra que son seul interlocuteur est à N'Djamena. » C'est que la présence française au Tchad ne se limite pas à des bases militaires. Toute l'administration est

SUITE DE LA PAGE 1

doublée jusqu'au niveau de préfet par la « mission de réforme administrative ». L'armée est encadrée par l'« assistance militaire technique ». Les mesures prises par le gouvernement du Tchad sont importantes et peuvent avoir des prolongements car elles ont encouragé des manifestations massives puissantes contre la politique française. Mais elles laissent intacts pour l'instant les « accords de coopération » qui sont un élément essentiel de la domination de la France sur le Tchad.

Grégoire CARRAT.



les troupes françaises en action au Tchad

PORTUGAL : MANIFESTATION DE SOLDATS A PORTO

Une manifestation de 30 000 personnes, conduite par 2 000 soldats, était appelée par le S.U.V. (Soldats Unis Vaincraint), lundi soir. Elle ripostait à la décision du général Veloso de dissoudre le CICAP (Centre d'Instruction des Conducteurs d'Auto), régiment progressiste de Porto. Aux côtés des 600 soldats du CICAP, plusieurs régiments étaient fortement représentés.

« Le CICAP est au peuple, pas à Veloso », scandaient les manifestants. La manifestation arrive devant la caserne occupée par une unité du COPCON. Les soldats décident de rester sur place jusqu'à la réouverture de leur caserne. La population apporte couvertures et nourriture.

Manifestation supplémentaire de la résistance de plus en plus grande du peuple portugais contre les mesures de retour à l'ordre du PS.

L'EUROPE DES NEUF L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL

Deux décisions importantes du conseil des ministres de l'Europe des « neuf », concernant la même région.

D'une part, la rupture, qui vient bien tard, des discussions engagées pour l'association de l'Espagne au Marché Commun. Nos camarades sont morts, et messieurs les ministres se donnent aujourd'hui des airs de réprobation vertueuse, eux qui soutiennent en général le régime franquiste avec une belle constance. Mais les affaires sont les affaires, et l'arrêt des négociations n'est que provisoire. Le temps, espèrent ces messieurs, que la colère des peuples passe. A nous tous de les décevoir de ce côté-là.

D'autre part, un prêt de 800 millions de francs est consenti au Portugal. Ce prêt vient s'ajuster à celui déjà accordé par l'Allemagne ; il est la réalisation d'une promesse faite au gouvernement précédent, et assortie des conditions politiques. On estime aujourd'hui à Bruxelles qu'elles sont remplies. C'est qu'on voyait d'un mauvais œil, de Paris à Bonn et à Washington, le rival soviétique marquer des points à Lisbonne par PCP interposé. Et puis, malgré toute leur bonne volonté dans ce domaine, les révisionnistes portugais s'étaient montrés incapables de « rétablir l'ordre ». Les métropoles impérialistes ont certainement relevé avec plaisir la capacité du nouveau gouvernement portugais (installé sur l'initiative de neuf officiers) à faire donner les « commandos » contre les travailleurs. Les « Neuf » de Bruxelles s'entendent fort bien avec les « neuf » de Lisbonne. Comme tout ce neuf sent le vieux !

Dans les quartiers populaires et les camps de réfugiés au LIBAN

REPORTAGE DE
JEAN PAUL GAY

Les forces libanaises qui s'opposent aux Phalangistes et à la droite libanaise, réunissent des partis politiques mais aussi d'autres forces où des chefs religieux musulmans jouent un rôle important.

Sur les hauteurs de Hazmie, surplombant le quartier de Chiah, au sud-est de Beyrouth, siège le Conseil Supérieur Islamique Chiite. Dans les locaux du Conseil, où règne un va-et-vient incessant, on rencontre aussi bien des cadres militaires du Fath que des militants progressistes libanais. C'est là que le Cheikh Mahmoud Fohrat, directeur général du Conseil, nous a accordé un entretien pour le « Quotidien du Peuple ». La communauté musulmane des Chiites qu'il représente auprès de l'Etat est la plus grande communauté religieuse du Liban, elle regroupe plus de la moitié des 2 800 000 habitants. Formant l'immense majorité de la population du sud, ils se désignent eux-mêmes sous le terme de « sudistes ». Ils sont également la majorité des quartiers pauvres : la ceinture de misère est aussi la « ceinture Chiite ». Communauté parmi les plus anciennes au Liban, elle fournit aussi le plus gros du contingent des Libanais émigrés (dont le nombre dépasse celui de la population vivant au Liban).

« Une grande partie des opprimés au Liban sont des Chiites, explique Mahmoud Fohrat. Aussi certains essaient, à partir de ce point, de donner une apparence confessionnelle au conflit intérieur, alors que la question n'est pas là. »

Mahmoud Fohrat tient à rappeler comment le Liban vit sur l'héritage légué par le colonialisme français qui domina, sans partage,

le pays, dans la période du mandat, de 1925 à 1943.

« Le colonialisme français a eu comme politique : d'abord de faire régner l'ignorance parmi la population, puis de diviser pour régner : il a favorisé certaines sectes religieuses comme les Chrétiens maronites et laissé de côté les Chiites. L'Etat fabriqué par la colonisation française et tout le colonialisme international, cet Etat a qui on a

LES FORCES POPULAIRES AU LIBAN



donné l'indépendance artificielle, a continué l'ancienne politique colonialiste, négligeant toujours les Chiites pour les laisser dans l'ignorance et sous la poigne des grands fonciers et des grands politiciens bourgeois, dont très peu sont des Chiites. »

Comment est née la révolte des Chiites ?

« Les Chiites se sont révoltés, mais, au début, c'était une révolte qui restait intérieure. Pour chacun l'Etat libanais a profité de la patience et du désir des Chiites de mener une existence tranquille, pour les pousser à la résignation : par exemple, depuis 48, chaque fois que ceux-ci réclamaient de l'aide pour des travaux d'irrigation, la seule réponse officielle était : « Pourquoi se donner tant de peine puisqu'Israël va tout détruire. »

Que vous a apporté la Résistance Palestinienne ?

« Il y a d'abord 1965 qui représente un tournant dans le cours des choses, que ce soit pour la Résistance ou pour le Liban. Avec l'apparition du Fath et de la Résistance, les gens ont commencé à réaliser que leur destinée va dans le même sens que celle des Palestiniens. Ceux-ci nous ont apporté une chose très importante la conscience du rôle que peut

jouer la violence révolutionnaire pour défendre nos droits.

Voici deux ans, est apparu le « Mouvement des Opprimés » (Arakat Maroumine). Les Chiites représentent la majorité des opprimés, le mouvement a pris une apparence Chiite, mais comme il y a des opprimés parmi toutes les autres communautés, le mouvement s'est étendu. Et on a vu, depuis un certain temps, beaucoup de Chrétiens rentrer dans le mouvement, des Chrétiens d'Akkar, une des principales régions agricoles du pays où la masse paysanne n'a pas hésité à prendre les armes pour faire valoir ses droits contre les gros possédants. On a vu aussi entrer dans le mouvement une bonne partie de la population de la vallée de Khaled, à la frontière nord, entre le Liban et la Syrie : ce sont des musulmans sunnites qui, après avoir subi une oppression terrible des français, contre lesquels ils ont résisté sans relâche, se sont vus rejetés de l'Etat libanais : ils sont encore de 10 à 15 000 qui n'ont toujours pas obtenu l'identité libanaise alors que leur communauté est une des plus anciennes dans ce pays. »

La misère de leur Communauté, les bouleversements politiques et militaires dans la région, au cours de ces dernières années, amènent le Cheikh Mahmoud Fohrat, comme d'autres chefs

religieux musulmans, à prendre fait et cause pour le combat anti-impérialiste de leur peuple. A l'exemple de l'évêque chrétien de Jérusalem, Monseigneur Capucci, actuellement emprisonné et torturé dans les geôles sionistes pour participation au combat patriotique des Palestiniens.

A Sour, où il dirige une école islamique, le Cheikh Mohamed Fohrat, autre chef religieux de la famille du premier, a rejoint les rangs de la Résistance Palestinienne. Vêtu du costume religieux, lunettes noires, au volant de sa mercédès avec laquelle il nous conduit au siège du Fath, au camp de Bordj el Chamali, il a l'allure du chef religieux traditionnel. Mais les liens qu'il maintient avec la religion islamique ne l'empêche pas de travailler à la mobilisation de la jeunesse libanaise pour qu'elle combatte et s'entraîne avec les Fedayin (comme au camp Akchbals, près de Damas, où nous l'avons rencontré), une semaine avant notre rencontre, il avait obtenu de familles paysannes des villages frontaliers qu'elles laissent aller leurs filles suivre des cours de secourisme à l'hôpital Gallée (croissant rouge palestinien) à Bordj el Chamali. Egalement, un entraînement militaire pour faire face aux attaques sionistes contre le sud.

« Notre religion ne nous interdit pas de porter une arme », nous dit-il, « nous voulons une révolution sociale contre le capitalisme. Mais aucune ne peut exister ici si le sionisme occupe le pays. »

Il fut, durant 14 ans, un responsable de la branche libanaise du Parti Baas (que l'on trouve au pouvoir en Syrie et en Irak), il explique pourquoi il l'a quitté : « Durant cette période de ma vie, j'ai vu que beaucoup de partis arabes ont de la parole, mais pas de pratique. Tous les partis bourgeois ont un commandement bourgeois, y compris les partis de gauche. Seul, le mouvement de libération palestinien a su poser la base juste pour lutter contre l'agression impérialiste : celle de la guerre populaire de libération. »

JEUDI 9 OCTOBRE
A 20 H 30
44 RUE DE RENNES
DEBAT ORGANISE PAR LE
QUOTIDIEN DU PEUPLE
AVEC Jean LERMET
LE PORTUGAL
ET SON AVENIR